

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 BETHUNE

BETHUNE, le 23/02/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NORTANKING**

RN 17  
Lieu-dit "Le Bois des Mottes"  
62880 Annay

Références : B2-217-2022 – NORTANKING à Annay Sous Lens – Récolement Astreinte  
Code AIOT : 0007000799

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement NORTANKING implanté RN 17 Lieu-dit "Le Bois des Mottes" BP 5 62880 Annay Sous Lens. L'inspection a été annoncée le 09/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société NORTANKING exploite sur le site d'Annay sous Lens un dépôt de produits pétroliers de 50 000 m<sup>3</sup>.

Par arrêté en date du 22/12/2020, le Préfet a mis en demeure l'exploitant de respecter certaines prescriptions relatives à la prévention des risques accidentels, en :

1. mettant à jour le Plan d'Opération Interne en cohérence avec le Plan de défense contre l'incendie
2. justifiant de l'atteinte des débits nécessaires à l'extinction des scénarios de référence tel que prévu à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3/10/2010
3. prévoyant les dispositions permettant au personnel de mettre en œuvre les moyens matériels mobiles.

Une inspection portant sur le récolement de la mise en demeure a eu lieu le 18/10/2021. Elle a permis de constater la régularisation du point 3. La mise en demeure n'ayant pas été levée, le Préfet a par arrêté du 11/02/2022, sur proposition de l'inspection des installations classées, rendu l'exploitant redevable d'une astreinte administrative d'un montant journalier de 68 euros jusqu'à satisfaction des points 1 et 2 de la mise en demeure.

Compte tenu des enjeux présentés par l'établissement, une visite d'inspection a eu lieu le 29/11/2022. Elle a été annoncée à l'exploitant par courriel le 9/11/2022. Elle porte sur la régularisation des points 1 et 2 sus-cités, ayant motivé l'astreinte journalière.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORTANKING
- RN 17 Lieu-dit "Le Bois des Mottes" BP 5 62880 Annay Sous Lens
- Code AIOT : 0007000799
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de produits pétroliers d'Annay sous Lens a été construit en 1977 et mis en service en 1979. Le dépôt est fermé en 1988 puis repris fin 1990 par le groupe pétrolier espagnol CEPESA pour une durée de 18 mois. Après un arrêt de 16 mois, la société OIL Tanking reprend le dépôt en 1994. Il est repris en 2004 par la société NORTANKING (groupe PETROSTAR) qui l'exploite jusqu'à ce jour.

Le dépôt pétrolier couvre une superficie d'environ 70 ha sur la commune d'Annay-Sous-Lens. Il est bordé :

- au nord par le chemin de halage, la Deûle canalisée puis des habitations des communes de Pont à Vendin et Estevelles
- à l'ouest par la société LMEN, un champ, puis la zone d'activité de la gare d'eau
- au sud par la nationale 17 et les habitations de la commune d'Annay
- à l'est par une zone boisée, la nationale 17 puis la zone d'activité de la motte du Bois.

Les activités exercées par le dépôt sont :

- la réception des produits pétroliers par camions ou barge
- le stockage des hydrocarbures dans 9 des 12 réservoirs aériens du site (capacité de stockage de 50 000 m<sup>3</sup>)
- l'additivation des produits en ligne
- le remplissage des camions-citernes pour la distribution vers les clients.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, le dépôt pétrolier est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 4/05/1984 délivré à la société DPCA. Des prescriptions complémentaires relatives à l'aménagement du dépôt pétrolier et à la surveillance des effets sur l'environnement ont été imposées à la SA OIL Tanking par arrêté préfectoral du 24/04/2002. La société NORTANKING a succédé à la société OIL Tanking en mars 2004 (récépissé du 18/03/2004). L'arrêté complémentaire du 21/07/2006 a imposé à la société NORTANKING des dispositions découlant du statut Seveso seuil haut de l'établissement. L'arrêté complémentaire du 28/02/2018 a donné acte à la société NORTANKING de la révision de l'étude de dangers (version 2017) et actualisé la liste des installations autorisées sur le site.

L'établissement est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités mentionnées à la rubrique 47xx.

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) a été approuvé par arrêté préfectoral du 5 avril 2013 sur le territoire des communes de Annay sous Lens, Pont à Vendin et Estevelles. Le Plan Particulier d'Intervention (PPI) a été approuvé par arrêté préfectoral du 24 septembre 2013.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'astreinte administrative rendant l'exploitant redevable d'un montant journalier de 68 euros jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2020.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :



- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

En complément des points de contrôle, l'inspection des installations classées a vérifié les dispositions prises par l'exploitant en réponse aux deux faits susceptibles de mise en demeure relevés lors de l'inspection du 18/10/2021:

- Fait n°1 : l'organisation du site ne permet pas d'assurer la présence minimale de 3 personnes en cohérence avec les dispositions du POI (alerte et mise en œuvre des moyens d'extinction)
- Fait n°2 : la fiche d'astreinte n°86 doit être modifiée pour tenir compte de l'absence prolongée de l'adjoint du chef de dépôt.

Le jour de la visite, l'exploitant a confirmé le recrutement en cours d'un nouveau responsable adjoint du dépôt arrivé en poste sur le site depuis le 19/12/2022. L'effectif du dépôt est actuellement de 4 personnes : le responsable adjoint et 3 opérateurs (dont 1 opérateur gardien présent en permanence sur le site). Les faits susceptibles de suite n°1 et n°2 sont levés.

Un point sur l'état des stocks a par ailleurs été fait. L'état des stocks le jour de l'inspection (29/11/2022) était de 998 m<sup>3</sup> répartis dans 3 bacs (284 m<sup>3</sup> de FOD, 277 m<sup>3</sup> de GNR et 437 m<sup>3</sup> de Gas-Oil), soit au total moins de 833 tonnes pour une capacité autorisée de stockage de 42 110 tonnes.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vérification des débits disponibles	Arrêté Préfectoral du 11/02/2022, article 1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avait(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour du POI	Arrêté Préfectoral du 11/02/2022, article 1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de l'inspection réalisée le 29/11/2022 que l'exploitant a mis à jour le POI en cohérence avec le Plan de défense contre l'incendie, en tenant compte de l'arrêt d'exploitation des bacs 01 / 24 / 31 / 32 et 33.

La vérification des débits réellement disponibles pour le scénario de référence est programmée à fin février 2023.

La régularisation des prescriptions est partiellement réalisée.

A ce stade, l'astreinte administrative ne peut pas être liquidée complètement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'Opération interne
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La société NORTANKING, exploitant un dépôt d'hydrocarbures, sis Route Nationale 17 - Lieu-dit « Le Bois des Mottes" sur la commune d'Annay-sous-Lens, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 68 euros jusqu'à la satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 22/12/2020 susvisé (concernant l'article 4.9.7 Plan d'opération interne de l'arrêté" préfectoral complémentaire du 28/02/2018 et les articles 43-1 et 43-3-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé).  Cette astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.  L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.  <i>Rappel point n°1 APMD du 22/12/2020:</i> <ul style="list-style-type: none"><li>• en mettant à jour son P.O.I. de façon cohérente et conforme au contenu d'un plan de défense contre l'incendie, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'inspecteur a consulté sur site le classeur POI. La précédente version du POI (révision n°29 de février 2021) a été mise à jour (révision n°30 octobre à décembre 2021).  Le POI a été revu en tenant compte de l'arrêt des bacs 01 / 24 / 31 / 32 et 33. Les bacs restants en activité sont les bacs 11, 21, 22 et 23.  Pour chaque scénario de feux de sous-cuvettes (fiche 43b sous-cuvette C T11 et fiche 45b sous-cuvette D correspondant aux bacs T21 T22 et T23) ou bacs en activité (fiche 49 bac 11, fiche 51 bac 21, fiche 53 bac 22 et fiche 55 bac 23), les débits réels et mesurés lors des essais les plus récents ont été pris en compte pour justifier de l'adéquation des moyens aux besoins.  Des procédures d'exploitation « Feux de Bacs » (P INC/002) et « Feux de cuvettes » (P INC/001) ont été formalisées pour expliciter les actions des opérateurs en cas d'incendie.  L'inspection « terrain » a permis de constater que ces procédures sont affichées au local manifold. La fiche 76 rideaux d'eau a été complétée avec les 5 nouvelles queues de paon positionnées en bordure des cuvettes C et D pour protéger le personnel d'intervention lors de la mise en place des canons à mousse mobiles.  Les fiches 6a et 6b (schéma d'alerte heures ouvrées et non ouvrées), 9 (message d'alerte) et 11 (répertoire téléphonique externe) ont été complétées suite aux remarques de l'inspection.  Les plans PL001-3 (détection et réseaux incendies), PL002-2 (plan de sécurité), PL003-2 (plan de masse) et PL004-2 (plans de l'installation) ont été révisés en décembre 2021 (précédente version janv. 2016).  L'exploitant a mis à jour le POI de façon cohérente avec le plan de défense contre l'incendie, en tenant compte l'arrêt de l'exploitation de certains bacs.  Le point n°1 ayant motivé l'astreinte administrative est levé.

<b>Demande de compléments n°1 :</b>
Un porter à connaissance des modifications apportées aux installations du site (arrêt d'exploitation des bacs 01 / 24 / 31 / 32 et 33) devra être transmis au Préfet par l'exploitant dans un délai de deux mois.
<b>Observations :</b>
<b>Demande de compléments n°1 :</b> Un porter à connaissance des modifications apportées aux installations du site (arrêt d'exploitation des bacs 01 / 24 / 31 / 32 et 33) devra être transmis au Préfet par l'exploitant dans un délai de deux mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Vérification des débits disponibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/02/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société NORTANKING, exploitant un dépôt d'hydrocarbures, sis Route Nationale 17 - Lieu-dit « Le Bois des Mottes » sur la commune d'Annay-sous-Lens, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de 68 euros jusqu'à la satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 22/12/2020 susvisé (concernant l'article 4.9.7 Plan d'opération interne de l'arrêté" préfectoral complémentaire du 28/02/2018 et les articles 43-1 et 43-3-2 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé).</p> <p>Cette astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.</p> <p>L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.</p> <p><b>Rappel point n°2 de l'APMD du 22/12/2020:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• en justifiant de l'atteinte des débits nécessaires à l'extinction des scénarios de référence tel que prévu à l'article 43 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 susvisé, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le scénario majorant est le scénario « feu de sous-cuvette C T11 ». La justification de l'atteinte des débits nécessaires à l'extinction du scénario majorant nécessite une vérification in-situ des débits disponibles avec l'ensemble des moyens d'intervention mis en œuvre concomitamment.</p> <p>L'intervention de la société Eau et Feu, initialement programmée le 22/06/2022 (commande du 16/03/2022), a été ajournée suite à l'arrêt prolongé du responsable du dépôt.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un bon de commande daté du 11/10/2022 pour l'intervention de la société Eau et Feu.</p> <p>L'intervention de la société Eau et feu est prévue d'ici fin février 2023, délai nécessaire pour mener à terme les investigations techniques préalables à la réalisation des tests en situation (vérification des réseaux comprenant notamment la recherche de fuites, la vérification des pressions disponibles).</p> <p>Dans l'attente de la réception du rapport de la société Eau et Feu qui procèdera aux tests, le point n°2 ayant motivé l'astreinte administrative ne peut être levé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet